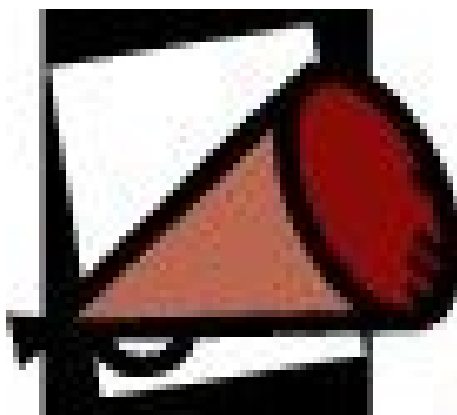


<https://www.pressegauche.org/HARO-SUR-LA-LIBERTE-DE-CHOIX>



Haro sur la liberté de choix !

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 19 octobre 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Ça y est ! Le chœur des pleureuses rétrolibérales au service de Québecor a repris du service encore une fois. Il entonne toujours la même plainte. Dans l'édition du Journal de Montréal du 16 octobre dernier, successivement Joseph Facal, Denise Bombardier et Mario Dumont (je laisse de côté cette fois-ci Richard Martineau) ont commis une série de billets dont la logique d'ensemble se recoupe : le modèle québécois se trouverait dans une crise aigue. Mais on peut se demander si ce n'est pas plutôt celui, rétrolibéral, qui prend l'eau de toute part ?

Pour résumer : dépenses publique excessives, politiques sociales désincitatives au travail, impôts des particuliers trop élevés, bureaucratie gouvernementale inefficace, ces problèmes expliqueraient selon eux, la crise économique et sociale actuelle. Il vaut la peine de citer certaines de leurs affirmations.

Par exemple, Joseph Facal écrit :

"Si vous pensez que la solution réside dans un relèvement des impôts et des taxes, c'est que vous faites partie des chanceux qui paient peu d'impôts et profitent de services payés par les autres.

Un nombre hallucinant de gens pensent que les services sont "gratuits" parce qu'ils ne reçoivent pas de factures, alors que leur coût réel est tout simplement refilé à autrui".

Il ajoute :

"Hormis des ralentissements épisodiques, les dépenses publiques et le nombre de salariés de l'État n'ont cessé d'augmenter sur le long terme", comme si l'augmentation relative de fonctionnaires constituait le signe indubitable d'un élargissement des programmes sociaux. Pourtant, le montant des prestations de la Sécurité du revenu demeure à un niveau scandaleusement bas. C'est plutôt l'administration de l'administration qui est en cause, bref l'épaississement de la bureaucratie.

Il conclut son texte en se référant au "*Manifeste pour un Québec lucide*" qu'il a cosigné avec Lucien Bouchard en 2005 :

"On en avait mangé toute une", se lamente-t-il, comme si lui et Bouchard avaient été des prophètes incompris en leur temps.

Denise Bombardier en rajoute, soutenant que "**nombre de retraités actuels pourraient reprendre du service**". **Elle reprend le cliché éculé : "Le travail, c'est la santé"**. Allez donc dire cela à la multitude d'employés qui se sont usés à accomplir un boulot ingrat, pénible et mal payé leur vie durant. Oui, le travail est effectivement la santé : celle des profits de votre patron et des actionnaires de la compagnie.

Quant à Mario Dumont, il reprend le préjugé courant selon lequel les sans emplois seraient des parasites :

"Que font des programmes comme la PCRE, l'assurance-emploi et même l'aide sociale pour les personnes aptes au travail ? Ils payent des gens pour ne pas travailler".

Politiciens et idéologues rétrolibéraux tiennent ce discours depuis quarante ans. Les travailleurs et travailleuses avec ou sans emploi, ont subi durant cette longue période d'importants reculs salariaux et sociaux. Les gouvernements canadien et québécois, peu importe leur couleur politique, ont adopté des politiques restrictive qui ont durement frappé le monde de l'emploi et les programmes sociaux, au nom de la lutte à l'inflation et au déficit, une obsession rétrolibérale.

Joseph Facal en particulier, reprend ce discours en présumant que les sans emplois ne sont pas conscients de la situation. Pourtant, eux aussi ont contribué aux finances publiques du temps qu'ils détenaient un boulot. Ce n'est pas de leur faute si la pandémie a frappé dur un marché du travail déjà fragilisé. Entre les lignes, se dégage de son texte un certain mépris pour ceux et celles qui refusent de servir de main d'oeuvre docile et à bon marché.

Au fond, ce qui choque ces commentateurs, c'est que pour la première fois depuis le début des années 1980, les sans travail ont bénéficié en 2020 et 2021 de programmes décents de soutien financier de la part d'Ottawa, ce qui leur donne une certaine liberté de choix pour ce qui regarde leur insertion dans le marché de l'emploi. Pire encore de leur point de vue, plusieurs chômeurs et chômeuses attendent une véritable reprise économique avant de s'y réinsérer ; les retraités eux, ne se bousculent pas non plus au portillon pour occuper les postes vacants.

L'armée de réserve des travailleurs et travailleuses refuse de marcher au pas...

Nos trois billettistes n'évoquent pas non plus le problème de l'adéquation entre le tempérament et la formation des gens touchés par la crise d'une part, et d'autre part les emplois disponibles ; ils font encore moins allusion aux stratégies de gestion souvent déficientes du patronat qui se traduisent par de fréquentes mauvaises conditions de travail et de rémunération, en particulier dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration.

Selon le professeur titulaire du Département d'organisation et ressources humaines de l'USG UQAM, monsieur Angelo Dos Santos Soares, la pénurie de main d'oeuvre a commencé à se faire sentir avant même la pandémie (consulter à ce sujet l'hebdomadaire 24 heures, édition du jeudi 14 octobre 2021, en pages 10 et 11).

Les trois marionnettes reprennent la vieille rengaine rétrolibérale en faveur d'une forme de travail forcé pour les sans emplois, en phase avec Québecor et Pierre-Karl Péladeau dont ils sont les mercenaires intellectuels. Leurs propos traduisent la mauvaise humeur des milieux patronaux et financiers par rapport aux travailleurs et travailleuses mis en disponibilité par la pandémie et à la relative liberté de choix que leur procurent les programmes de soutien au revenu mis au point par le cabinet libéral de Justin Trudeau.

Les parasites ne nichent pas là où ils le clament. Facal, Bombardier et Dumont devraient plutôt se regarder dans un miroir.

Jean-François Delisle